La politique économique de Mauroy - Delors

ERNEST MANDEL

LA social-démocratie française est arrivée au pouvoir dans des conditions économiques fort défavorables.

Elle est confrontée à une récession économique qui se place elle-même dans le cadre d'une dépression à long terme de l'économie capitaliste internationale. La récession a frappé la France dès le second trimestre de 1980. La production industrielle a diminué de 7 % entre août 1980 et avril 1981. On s'attend à ce qu'elle se poursuive tout au long de l'année 1981 et que la production industrielle diminue encore de 2 % pendant l'année en cours.

Cette diminution de la production a été accompagnée d'une augmentation du chômage plus que proportionnelle, parce que la productivité du travail continue à s'accroître sous l'impact de la troisième révolution technologique (semi-automatisation, micro-conducteurs, énergie nucléaire, etc.). Le chômage a atteint 1 800 000 personnes en été 1981. On craint qu'il ne dépasse le seuil des deux millions pendant l'hiver 1981-82. C'est un record historique pour l'économie française, qui avait été moins touchée pendant la crise 1929-33 que celle des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Comme dans tous les pays capitalistes, la récession se combine avec une inflation intense. En 1980, la hausse des prix de détail avait atteint 11.5 %. On s'attend à un taux d'inflation entre 14 et 15 % en 1981. Pour la période de janvier-juillet, elle atteint 7.1 %. La balance des paiements, qui avait été excédentaire en 1978 et 1979, est de nouveau devenue déficitaire en 1980 : 31 milliards

de francs. Elle le sera également en 1981. Quant à la balance commerciale, elle reste plus fortement déficitaire encore : 13 milliards en 1979, 62 milliards en 1980, 50 milliards en 1981 (prévision).

Cette récession, commune à tous les pays impérialistes (même le Japon a connu une réduction de sa production industrielle pendant le deuxième semestre 1980, bien qu'il connaisse depuis lors une réelle reprise), se situe dans le cadre d'une dépression de longue durée de l'économie capitaliste internationale. Celle-ci ne retrouve plus les taux de croissance élevés des années 1960 et 1970. De nombreuses branches industrielles souffrent d'une capacité excédentaire à long terme (industrie sidérurgique, construction navale, industrie pétrochimique, industrie électro-nucléaire, industrie textile, sans doute déjà aussi industrie automobile). Le chômage structurel augmente sans cesse. Il augmente de récession en récession, et ne se résorbe plus lors de chaque phase successive de reprise économique. Pour les seuls pays impérialistes, le chômage atteignit 10 millions de personnes pendant la récession de 1970, 20 millions de personnes pendant la récession de 1975-75, 25 millions de personnes en 1980. Il ne sera pas loin de 30 millions de personnes pendant l'hiver 1981-1982.

De même, le socle de départ du taux d'inflation augmente de cycle en cycle. Pour ne prendre que l'exemple des Etats-Unis : la moyenne de la hausse annuelle du coût de la vie était de 1.3 % pendant la période 1960-1965. Elle atteint 5.9 % en 1970 (année de début de récession), 11 % en 1974 (année de début de récession), 13.5 % en 1980 (année de début de récession).

Impact de l'économie internationale sur l'économie française

Ceux qui avaient escompté une reprise économique internationale dès l'année 1981, pour aider la relance de l'économie française, se sont trompés. Tout indique au contraire que la récession se poursuivra encore au moins pendant trois trimestres, sinon pendant un an. Aux Etats-Unis, la politique des taux d'intérêt élevés a étranglé la reprise hésitante qui s'était dessinée fin 1980. Au cours des deuxième et troisième trimestres 1981, la production industrielle a été en baisse. La chute verticale des cours à la Bourse de Wall Street, au début de l'automne 1981, indique que les spéculateurs escomptent la poursuite de la récession au moins pour une demi-année encore sinon davantage. En République fédérale allemande, en Italie, en Grande-Bretagne, dans les pays du Benelux, la production industrielle continue à baisser. Même au Japon, le deuxième trimestre de 1981 a fait preuve d'hésitations alors que la reprise semblait solide.

Par ailleurs, l'administration Reagan poursuit cette politique de très hauts taux d'intérêt (plus de 20 %) afin d'arrêter la chute verticale du dollar qui s'était produite au cours des années 1970. Si cette politique a des effets négatifs sur la conjoncture aux Etats-Unis (à la fois parce qu'elle freine les investissements et les ventes à crédit, et parce qu'elle renchérit les exportations américaines), elle attire vers l'Amérique une masse de capitaux flottants, en friche, jadis déposés en Europe. Ceci aggrave le déficit de la balance des paiements des pays impérialistes européens, et oblige ceux-ci, par ricochet, à augmenter à leur tour leurs taux d'intérêt, ce qui entrave la reprise.

Si une expansion soudaine des exportations françaises vers les pays impérialistes est peu probable dans ces conditions — sauf dans le cas d'une très forte dévaluation du franc français, examiné plus loin — une poussée des exportations vers les pays sémi-coloniaux et dépendants l'est tout autant. Les principaux marchés potentiels dans cette zone con-

naissent, en effet, à leur tour des difficultés majeures : récession au Brésil et en Argentine ; chute du prix de l'or réduisant les possibilités d'importation de l'Afrique du Sud ; crise de l'industrie textile en Asie du Sud-Est et récession en Corée du Sud ; chute des revenus pétroliers des pays exportateurs de pétrole. Il n'y a que le Mexique qui semble faire exception à cette règle.

Les deux projets économiques du PS

Le Programme commun de 1972 avait été fondé sur la perspective totalement irréaliste d'un taux de croissance moyen de 5 %, c'est-à-dire qu'il n'avait aucunement tenu compte de la gravité de la longue dépression qui frappe l'économie capitaliste internationale. Les propositions économiques du PS (comme d'ailleurs celles du PC) de 1981-1982 présupposent un taux de croissance moyen de 3 %, qui semble, lui aussi, irréaliste. Les projections sur lesquelles s'appuie le gouvernement Mauroy indiquent même des augmentations de la production industrielle de 6.8 % en 1982 et de 7.2 % en 1983, ce qui paraît tout à fait fantaisiste. De toute évidence, l'hypothèse d'une forte reprise de la conjoncture économique internationale en 1982 est sous-jacente à ces projections, mais elle reste improbable.

Toute une série de réformes sociales progressistes ne peuvent être réalisées que s'il y a une expansion économique prononcée, du moins si l'on veut respecter les intérêts et la fortune de la bourgeoisie, comme le fait la social-démocratie. L'expansion faisant défaut, la récession se poursuivant, le régime Mitterrand-Mauroy ne pourra, pour l'essentiel, réaliser que les réformes qui ne coûtent rien ou presque rien (les fameuses réformes « qualitatives » chères à Michel Rocard). Il risque donc de provoquer, à terme, la déception de tous ceux — la majorité des masses laborieuses — qui attendent un changement de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Bien plus grave que cette déception risque d'être le mécontentement des masses laborieuses, devant le fait que les deux principaux fléaux de la crise et

de la politique d'austérité Giscard-Barre, à savoir le chômage et l'inflation, ne sont pas vaincus.

A ce propos, il y a eu un véritable tournant du projet socialiste qu'il faut mettre en relief. Initialement, ce projet prévoyait une politique classique de « relance par la consommation ». On augmenterait les revenus les plus bas (smicards, retraités, assurés sociaux), on réduirait la semaine de travail, on embaucherait d'un seul coup 150 000 fonctionnaires supplémentaires. L'argent ainsi distribué serait totalement dépensé, ce qui augmenterait les ventes au détail, les ventes des agriculteurs, la production de l'industrie travaillant pour la consommation, les investissements de ces branches industrielles. En définitive, la « demande globale », augmenterait de deux ou trois fois la somme des dépenses initialement accrues, ce qui permettrait de surmonter la récession et de remettre au travail au moins un demi-million de personnes.

Tout se passe comme si ce projet avait été largement abandonné, sans doute parce qu'il présupposait une accentuation trop prononcée de l'inflation, des mesures protectionnistes inacceptables pour les partenaires français du Marché commun ainsi que des réactions trop dures de la part du grand capital (il impliquait, en effet, une redistribution, modeste mais réelle, du revenu national au profit des classes les moins aisées de la société française). Il faut ajouter qu'il avait, dès le départ, un aspect fortement utopique. Toute l'histoire économique du 20^e siècle confirme qu'en économie capitaliste, des gouvernements dit de « gauche » sont bien capables de provoquer une hausse — dans l'immédiat — des revenus modestes et de la consommation qui en découle, mais qu'ils sont parfaitement incapables d'amener une hausse sérieuse des investissements privés, aussi longtemps que les profits ne remontent pas sensiblement. Or, on ne peut pas faire remonter à la fois la masse des profits et le pouvoir d'achat des masses, du moins pas à court terme, sans un accroissement spectaculaire de la production, peu probable dans les conditions françaises d'aujourd'hui.

Ce projet initial semble donc avoir été abandonné au profit d'un projet différent, beaucoup moins « traditionnellement social-démocrate », tel qu'il ressort surtout des déclarations de Jacques Delors (voir L'EXPANSION du 4.9.81) et du « plan

Mauroy de lutte contre le chômage » (exposé à l'Assemblée nationale, voir LE MONDE de septembre 1981). Ce projet a pour axe principal l'augmentation des subsides aux petites et moyennes entreprises capitalistes (et sans doute aussi à quelques grandes entreprises, nationalisées ou non) afin de les sauver de la ruine qui les menace, et de les inciter à accroître les investissements, surtout des investissements créateurs d'emplois. C'est encore une tentative de relance par l'initiative des pouvoirs publics. Cette fois-ci, la base de départ n'est plus l'accroissement des revenus des masses mais l'accroissement des profits capitalistes (et des ressources du secteur nationalisé). Cela implique un accroissement sensible du déficit budgétaire, censé passer de 30 milliards en 1980 à 60 milliards en 1981 et à 100 milliards en 1982, ainsi qu'un accroissement non moins sensible de la dette publique (le gouvernement Mauroy est censé vouloir couvrir le déficit de la Sécurité sociale, qui risque de dépasser 100 milliards de francs, par un emprunt). Il faut tenir compte des 35 milliards d'indemnisation des entreprises nationalisées. Ces mesures ne peuvent pas ne pas accentuer l'inflation. En outre, ce nouveau projet contient toute une série d'impondérables qui rendent pour le moins douteux, sinon invraisemblable son succès en tant qu'arme contre la récession et le chômage.

Il n'est point démontré que les subsides distribués aux petites et moyennes entreprises seront créateurs d'emplois, du moins dans la proportion escomptée. Les capitalistes sont avant tout désireux de recouvrer de « bonnes » conditions de rentabilité, non de réduire le chômage. Ils feront donc tout pour faire effectuer une besogne plus élevée par le seul personnel qu'ils emploient déjà aujourd'hui. Il n'est même pas démontré que l'augmentation des investissements, des subsides et des profits conduise à l'augmentation des investissements. Selon la Chambre de commerce de Paris, les investissements privés diminueraient de 12 % en 1981, malgré une situation de trésorerie améliorée dans le secteur privé. Certaines mesures du « plan Mauroy » (année sabbatique pour les techniciens et les cadres, mis à la retraite anticipée, etc.) n'augmentent guère le pouvoir d'achat d'ensemble. Elles tendent à faire financer par une partie de la classe ouvrière, elle-même, la remise au travail d'une autre partie de la

classe. La reprise ainsi initiée risque de s'arrêter rapidement à un premier palier, ni la demande de biens de consommation ni la demande de biens d'équipement (qui exige une véritable relance de la grande industrie) augmentant de manière cumulative.

Un ballon d'oxygène possible : une forte dévaluation

Paradoxalement, et contrairement à ce qu'on avait généralement prévu, la politique économique Mauroy-Delors ne prévoit donc pas une forte expansion de la consommation intérieure, ni la relance de l'économie française par ce biais-là. Ce choix est avant tout politique, comme l'est celui des subsides aux PME : éviter à tout prix un affrontement avec le grand capital, ne pas provoquer la réaction classique du « mur d'argent » : évasion des capitaux, spéculation contre le franc, grève des investissements, etc. Amadouer, séduire, convaincre la bourgeoisie, l'inciter à assurer, pour l'essentiel, elle-même la reprise : tel semble être pour le moment l'objectif numéro un du gouvernement Mauroy-Delors.

Ce gouvernement dispose-t-il d'un atout de réserve, à savoir une forte dévaluation du franc français ? Cet atout permettrait sans doute d'accroître sensiblement, dans l'immédiat, les exportations et donc la production française. Il impliquerait, à moyen terme, un déficit sensiblement accru de la balance des paiements, car la note des importations indispensables — pétrole, matières premières — se renchérirait immédiatement.

Le succès d'une telle opération dépend donc, pour l'essentiel, de l'élasticité réciproque des exportations et des importations, à son tour partiellement influencée par l'ampleur même de la dévaluation. Cela est d'autant plus vrai que la pénétration des produits importés sur le marché intérieur français (avant tout des produits industriels) s'amplifie au cours de la dernière période. Au début de 1978, les importations couvraient 22 % de l'offre de produits industriels en France. Fin 1980, elles en couvraient 26.5 %. Alors que la

compétitivité des produits français était restée stationnaire entre 1963 et 1970, elle s'est continuellement dégradée depuis 1970. On évalue cette dégradation à 25 % pour la décennie 1970-1980. La tendance s'est accélérée au cours des trois dernières années. Les branches les plus touchées ont été le verre, le textile et l'habillement, la chaussure, les biens d'équipement ménagers, les produits pharmaceutiques, le matériel électrique professionnel et les matières plastiques, ainsi que les produits de la fonderie. Cela veut dire, en d'autres termes, que dans la mesure où ces conditions de compétitivité ne peuvent s'améliorer pour le capitalisme français par des transformations matérielles à court terme (progrès technologique accéléré, amélioration radicale de l'organisation du travail, etc.), le seul résultat rapide qu'on pourrait escompter serait celui qui résulterait des effets purement monétaires d'une forte dévaluation du franc français. Celle-ci rendrait meilleur marché les exportations industrielles et agro-alimentaires françaises, et rendrait plus chères les importations industrielles en France.

Mais cela revient à dire que la « solution miracle » que serait une forte dévaluation du franc dépend avant tout du bon vouloir des partenaires — alliés et concurrents — de la bourgeoisie française au sein du Marché commun. Car la France est tenue par les règles du système monétaire européen, qui ne permettent une modification des taux de change que par consentement mutuel. En d'autres termes : une forte dévaluation française représenterait un véritable subside au capitalisme français de la part de ses partenaires du Marché commun, avant tout de la part du capitalisme ouest-allemand.

Est-ce irréaliste d'attendre un tel subside ? Une réponse catégorique n'est pas de mise. La situation économique s'est redressée en Allemagne occidentale plus vite que dans les autres pays de la CEE, au cours des derniers mois. Si la République fédérale allemande n'est pas encore sortie de la récession, elle a vu un redressement spectaculaire de sa balance commerciale. Comme « l'état de grâce » de l'administration Reagan s'est déjà évanoui et que les perspectives de l'économie américaine sont moins bonnes que prévues en matière de balance des paiements, le dollar a commencé à tomber par rapport au Deutschmark. Cela donne la possi-

« Ma découverte, en arrivant rue du Rivoli, c'est que le déchirement de notre tissu industriel a atteint un degré très grand. Pour éviter que des entreprises saines, menacées par une mauvaise conjoncture, ne périssent, j'ai élargi la possibilité d'obtenir des avances exceptionnelles de trésorerie. »

Jacques Delors dans
L'Expansion, 4 septembre 1981

bilité au gouvernement allemand de réévaluer le DM par rapport au dollar, notamment pour réduire la note d'importation pétrolière. Mais si le taux de change des autres monnaies européennes par rapport au dollar reste stable, cette réévaluation du DM en serait aussi une par rapport aux monnaies européennes. Une dévaluation du franc français de 5 % par rapport à l'ensemble des monnaies européennes (et du dollar) aboutirait donc à une dévaluation de 10 % par rapport au Deutschmark, si celui-ci se réapprécie en même temps de 5 %. La poire serait coupée en deux, et l'avantage pour les exportateurs français non sans importance. Des chiffres plus élevés, sur les deux tableaux, donneraient des avantages encore plus appréciables.

Mais il y a une objection, et elle est de taille. Vu l'impossibilité de remplacer rapidement toute une série de matières premières importées (dont, avant tout, le pétrole), et vu aussi l'ampleur des produits industriels remplacés par des produits français, le prix à payer pour ce « ballon d'oxygène » — la reprise par l'expansion des exportations — serait une accélération prononcée de l'inflation.

Toutes choses restant égales, par ailleurs, c'est-à-dire dans l'absence de mesures draconiennes en matière de contrôle des prix — elle risque d'amener le taux d'inflation aux environs de 20 %. L'emballement des prix réduirait le pouvoir d'achat des masses populaires, donc des consommateurs, donc les ventes sur le marché intérieur français. Et, avec un certain délai, cet emballement des prix se traduirait par une augmentation des coûts de production, donc des prix à l'exportation. Les avantages de la dévaluation, même sur les marchés extérieurs, seraient donc rapidement épongés. Il faudra calculer aussi exactement que possible quel serait ce délai, quelles seraient les branches qui en profiteraient le plus, quels en seraient les effets sur la production et sur l'emploi, et quel en serait le « multiplicateur » (les avantages cumulés pour le reste de l'économie) pour pouvoir prédire si l'opération « forte dévaluation » est d'un

intérêt quelconque pour l'économie capitaliste française.

La prémisse stratégique du « Projet socialiste »

Toutes ces considérations semblent avant tout « techniques » et affaires d'« experts ». Mais elles dévoilent un choix stratégique fondamental, que Rocard et Delors n'ont d'ailleurs cessé de mettre en évidence depuis des années. Ce choix stratégique est recouvert d'une formule apparemment anodine : « *Nous devons rester en économie ouverte.* » (Autrement dit : nous ne pouvons assurer « la transition au socialisme » en nous coupant du marché mondial). Mais derrière cette formule anodine, il y a un choix bien plus lourd de conséquences : « *L'économie française doit rester insérée dans l'économie*

Production industrielle 100 : 1970

Janvier 1980 :	135
Février 1980 :	136
Mars 1980 :	136
Avril 1980 :	136
Mai 1980 :	131
Juin 1980 :	131
Juillet 1980 :	136
Août	
Septembre 1980 :	129
Octobre 1980 :	131
Novembre 1980 :	126
Décembre 1980 :	132
Janvier 1981 :	123
Février 1981 :	121
Mars 1981 :	127
Avril 1981 :	124
Mai 1981 :	123
Juin 1981 :	125

capitaliste internationale. » Ceux qui disent qu'il y a là une fatalité font justement semblant d'oublier qu'il s'agit bel et bien d'un choix. Un autre modèle de développement est évidem-

ment possible : un modèle qui rompt avec le capitalisme français et international, un modèle qui s'oriente résolument vers le socialisme.

Pareil modèle impliquerait l'expropriation du grand capital, (la nationalisation sans indemnité ni rachat, sauf pour les petits porteurs, de toute la grande industrie, de tout le grand commerce, de toutes les institutions de crédit, de tout le commerce extérieur), la généralisation du contrôle ouvrier, le monopole étatique du commerce extérieur, un contrôle de change très strict et l'adoption d'un plan de développement économique élaboré par les organisations ouvrières et populaires, avec une large participation des masses, établissant les objectifs à atteindre en termes physiques afin de satisfaire les besoins prioritaires des masses. Ce ne serait nullement un modèle « protectionniste », « nationaliste » ou « fer-

Prix, 100 : 1970

Février 1980 :	+ 1.4 %
Mars 1980 :	+ 1.2 %
Avril 1980 :	+ 1.2 %
Mai 1980 :	+ 0.9 %
Juin 1980 :	+ 0.6 %
Juillet 1980 :	+ 1.5 %
Août 1980 :	+ 1.0 %
Septembre 1980 :	+ 0.9 %
Octobre 1980 :	+ 1.1 %
Novembre 1980 :	+ 0.7 %
Décembre 1980 :	+ 0.9 %
Janvier 1981 :	+ 1.2 %
Février 1981 :	+ 1.1 %
Mars 1981 :	+ 1 %
Avril 1981 :	+ 1.4 %
Mai 1981 :	+ 0.9 %
Juin 1981 :	+ 1 %
Juillet 1981 :	+ 1.8 %

mé ». Il présuppose la négociation d'accords à long terme avec des pays du « tiers monde », exportateurs de matières premières ainsi qu'avec les pays à l'économie socialisée. Il présuppose la présentation, aux organisations ouvrières d'Europe occidentale (avant tout de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale et d'Italie) d'objectifs communs pour le rétablissement du plein emploi à moyen terme, étape préliminaire d'une planification socialiste à l'échelle européenne. Il ne faudrait même pas sortir formellement du Marché commun, mais faire de la renégociation de celui-ci — sur la base des intérêts communs des salariés de tous les pays membres — un objectif de lutte politique.

Le choix n'est pas entre ce qui est possible et ce qui est impossible. Le choix est entre ce qui est désirable et ce qui ne l'est pas. **Faut-il payer le prix de 2 millions de chômeurs et de 20 % d'inflation pour rester en « économie ouverte », c'est-à-dire en économie capitaliste ? A-t-on la volonté politique de rompre avec le CNPF, de rompre avec la logique du profit et du marché, pour rétablir le plein emploi et juguler l'inflation ?** Voilà les véritables options fondamentales. Le reste n'est que faux-fuyants.

Car c'est bien d'une volonté politique qu'il s'agit. La rupture avec le capitalisme ne peut s'effectuer sans frais. La bourgeoisie réagira durement. Il faudra répondre du tac au tac. Dans pareil conflit, une France socialiste, une France décidée d'aller vers le socialisme, aurait d'énormes atouts, que n'ont eus aucun des pays qui ont essayé jusqu'ici la transition vers le socialisme. Elle peut facilement se nourrir elle-même. Elle dispose d'un des appareils de production les plus modernes du monde (sans doute le quatrième en ordre d'importance, si l'on prend l'ensemble de l'économie en considération. Elle est la cinquième puissance manufacturière de l'économie internationale. Sa classe ouvrière et ses techniciens disposent d'un immense capital de qualification, d'ingéniosité, de capacité d'invention créatrice. Son mouvement ouvrier a des liens profonds avec celui de tous les pays voisins et de pas mal de pays lointains, ce qui rendrait politiquement dangereux pour le capitalisme international et pour la bureaucratie soviétique toute tentative de blocus économique ou d'agression financière contre l'expérience socialiste française. La question est de savoir si on a la volonté de risquer cette épreuve de force avec le capital français et international, ou si, par peur de cette épreuve de force et des « risques de l'inconnu », **on sacrifie délibérément les intérêts des masses laborieuses, leurs espoirs de changement, leur désir de voir éliminés les fléaux du chômage et de l'inflation sur l'autel de la collaboration avec la bourgeoisie et de la garantie à ses profits.**

Les premiers pas

Pour nous, il n'y a pas de doute que le régime Mitterrand-Mauroy ne pourrait satisfaire la volonté de

changement des masses laborieuses, ne pourrait éliminer le chômage et l'inflation que s'il rompait radicalement avec toute forme de collaboration de classes avec la bourgeoisie, que s'il s'orientait résolument vers une rupture avec l'économie capitaliste internationale. Aussi longtemps qu'on n'effectue pas cette rupture, on est amené à respecter des « règles du jeu » qui, répétons-le, ne sont ni fatales ni techniques, mais correspondent aux impératifs d'un type particulier d'économie : l'économie capitaliste, l'économie de marché généralisée, l'impératif du profit. Aujourd'hui, la majorité des travailleurs français n'est pas encore prête à rompre résolument avec le réformisme et avec la collaboration de classes. Mais cette même majorité réclame déjà qu'on mène un combat efficace contre le chômage et l'inflation. Elle n'accepte pas comme démontrée notre thèse que sans rupture avec le capitalisme ce combat efficace est impossible. Elle doit donc faire sa propre expérience en la matière. C'est pourquoi les révolutionnaires doivent lui proposer des mesures immédiates qui, sans impliquer tout de suite le renversement du capitalisme en France, apparaissent comme indispensables pour gagner effectivement la bataille de l'emploi et la lutte contre la hausse des prix.

La bataille de l'emploi

Il y a une évidence qui crève les yeux : dans l'économie française telle qu'elle est, il n'y a que les patrons (et, subsidiairement, les pouvoirs publics et les entreprises nationalisées) qui peuvent embaucher. Les masses laborieuses ne disposent pas d'outils de travail ni de capital d'argent. Elles ne peuvent embaucher personne. Pourquoi les patrons n'embauchent-ils pas, licencient-ils plutôt ? Pas foncièrement par méchanceté (bien que la lutte de classes y soit évidemment pour quelque chose). Foncièrement, les patrons n'embauchent pas parce que cela ne leur rapporte rien d'embaucher. Le plan Mauroy consiste à créer quelques conditions favorables pour que l'embauche redevienne rentable. Mais il est plus que douteux qu'il donne de grands résultats.

Car la tendance à la réduction de l'emploi correspond à un impératif capitaliste à long terme, qui joue depuis des années, et qu'aucune intervention étatique ne peut durablement

renverser. Entre 1967 et 1973, on a encore créé 640 000 emplois dans l'industrie française. Entre 1974 et 1980, on en a supprimé 570 000. Il est vrai que la création d'emplois s'est

Chômeurs et chômeuses en fin de mois Chiffre corrigé des ratiations saisonnières

Janvier 1980 :	1 378 000
Février 1980 :	1 391 000
Mars 1980 :	1 415 000
Avril 1980 :	1 439 000
Mai 1980 :	1 472 000
Juin 1980 :	1 460 000
Juillet 1980 :	1 470 000
Août 1980 :	1 457 000
Septembre 1980 :	1 446 000
Octobre 1980 :	1 442 000
Novembre 1980 :	1 476 000
Décembre 1980 :	1 515 000
Janvier 1981 :	1 562 000
Février 1981 :	1 606 000
Mars 1981 :	1 663 000
Avril 1981 :	1 724 000
Mai 1981 :	1 795 000
Juin 1981 :	1 825 000
Juillet 1981 :	1 849 000

poursuivie dans le secteur dit tertiaire. Mais là apparaît l'ombre de la micro-électronique, grande mangeuse d'emplois... Il s'ensuit que la suppression du chômage ne sera pas, pour l'essentiel, l'œuvre de la bourgeoisie. Or, il se fait qu'à côté du secteur privé, le secteur public crée des emplois et peut en créer bien davantage encore ; le secteur public n'englobe pas seulement l'administration nationale et municipale (demain aussi : l'administration régionale). Il englobe également les entreprises nationalisées, anciennes et nouvelles. Nous considérons que l'ampleur des nationalisations est absolument insuffisante pour arracher au grand capital le contrôle sur l'ensemble de l'économie nationale. Mais il n'en reste pas moins vrai que, si l'on additionne toutes les administrations et entreprises publiques, cela représente une partie non négligeable de l'économie.

Un premier pas important dans la voie d'une lutte efficace contre le chômage comporterait donc :

- la réunion, dans un seul ministère du Plan et de l'Emploi, de la gestion créatrice d'emplois du secteur public (notamment des investissements dans l'ensemble du secteur public) ;
- l'établissement d'un inventaire des besoins prioritaires non satisfaits de la population laborieuse ;

— l'établissement d'un inventaire des retards et des avances technologiques de la France ;

— la légalisation de l'INITIATIVE INDUSTRIELLE PUBLIQUE, c'est-à-dire du droit de l'Etat de créer de nouvelles entreprises et d'utiliser à cette fin aussi les crédits du secteur bancaire.

Un plan d'établissement d'un million d'emplois serait ainsi établi, pourrait, par ses effets sur l'ensemble de l'économie, résorber totalement le chômage. Il serait axé sur des entreprises nationalisées existantes et nouvelles, sur la satisfaction prioritaire des besoins populaires, sur le développement prioritaire de productions pour lesquelles les entreprises existantes sont insuffisantes ou inopérantes. Au lieu de distribuer des milliards aux capitalistes privés, pour des productions et des techniques souvent en déclin, on les utiliserait en vue de doter la nation d'un réseau d'entreprises nouvelles, dans des secteurs en pointe du point de vue de la consommation et de la technique.

Ces mesures devraient être complétées par :

— l'introduction immédiate par la loi de la semaine des 35 heures, sans réduction du salaire, avec contrôle ouvrier sur les cadences et embauche obligatoire pour le patronat ;

— le blocage (veto syndical) des licenciements dans toutes les entreprises, jusqu'à ce qu'un plan efficace de garantie du plein emploi soit mis en place.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Dans la lutte contre l'inflation — qui dépend dans une large mesure du combat efficace contre le chômage, c'est-à-dire de l'augmentation sérieuse de la production — les mesures les plus urgentes seraient les suivantes :

— augmentation forte des bas salaires ;

— échelle mobile des salaires ;

— blocage immédiat et rigoureux des prix ;

— détaxation massive des produits de première nécessité et grande consommation, avec augmentation consi-

dérable de la TVA pour tous les produits et services de luxe ;

— réorganisation des circuits de distribution, avec réduction des marges et du nombre d'intermédiaires, et lancement d'initiatives pilotes, sous forme de coopératives, l'échange direct entre agriculteurs et consommateurs des villes ;

— contrôle des changes en vue d'empêcher toute spéculation contre le franc et toute évasion des capitaux avec participation active à ce contrôle de comités d'employés de banque et d'employés au sein des entreprises ;

— constitution de comités de ménagères (et de ménagers) et de quartier pour contrôler le blocage des prix au niveau de la distribution, et des comités de travailleurs pour le contrôle des coûts (avec ouverture des livres de comptes) au niveau de la production.

Ces mesures de bon sens permettent d'atteindre des résultats importants dans la lutte contre le chômage et la hausse des prix. Elles permettent également de modifier la qualité de la vie économique et sociale, en associant de manière active l'action et l'initiative de millions de travailleurs à la réalisation du changement qu'ils désirent. L'expérience démontrera si elles suffisent ou si — comme nous en sommes convaincus — elles conduiront à une remise en question de l'ensemble de l'économie capitaliste. Mais quoi qu'il en soit, qui veut le but doit vouloir les moyens. Sans, au moins, de telles mesures, on n'effacera pas les deux millions de chômeurs, on n'éliminera pas les 15 % d'inflation !

A chaque syndicaliste, à chaque socialiste, à chaque communiste, à chaque travailleur donc de choisir ce qui est le plus important : assurer coûte que coûte la collaboration avec le patronat, ou en finir une fois pour toutes avec le chômage et l'inflation.

NDLR : Cet article a bien évidemment été rédigé avant l'annonce de la dévaluation du franc français et la réévaluation du Deutschmark.